



Mairie de Marseille
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE VILLE PLUS
VERTE ET PLUS DURABLE
Direction des Régies

Cahier des clauses particulières

**Fourniture et livraison d'une polisseuse pour la
Direction des Régies de la Ville de Marseille**

Numéro de la consultation : [23_3065](#)

Procédure de passation : [MAPA ouvert](#)

Sommaire

ARTICLE 1 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ.....	4
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	4
1.2 Procédure.....	4
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	4
1.3.1 Décomposition en lots.....	4
1.3.2 Décomposition en tranches.....	4
1.3.3 Décomposition en postes.....	4
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	4
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	4
1.6 Date d'effet du marché.....	4
1.7 Durée du marché - Période de validité.....	5
1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	5
1.9 Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées.....	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION.....	5
3.1 Délais.....	5
3.2 Emission des bons de commande.....	5
ARTICLE 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....	6
5.1 Transport et Emballages.....	6
5.2 Lieux d'exécution ou de livraison.....	6
ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION.....	7
6.1 Vérifications.....	7
6.2 Admission.....	7
ARTICLE 7 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....	7
7.1 Durée de garantie.....	7
7.2 Point de départ de la garantie.....	8
ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS.....	8
ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	8
9.1 Nature du prix.....	8
9.2 Variations de prix.....	9
9.3 Disparition d'indice.....	9
ARTICLE 10 - AVANCE.....	9
10.1 Régime de l'avance.....	9
10.2 Dispositions complémentaires.....	9
ARTICLE 11 - MODALITÉS DE REGLEMENT.....	9
ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	9
12.1 Délais de paiements.....	9
12.2 Intérêts moratoires.....	10
12.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	10
12.4 Présentation des demandes de paiement.....	10

12.5 Dématérialisation des factures.....	11
ARTICLE 13 - PENALITES.....	11
13.1 Pénalités de retard.....	11
13.2 Obligations environnementales à la charge du titulaire et pénalités en cas de manquement.....	12
13.3 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	13
13.4 Autres pénalités.....	13
ARTICLE 14 - RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 15 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....	14
15.1 Les contraintes réglementaires.....	14
15.1.1 Le RGS.....	14
15.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	14
15.1.3 Le Code du Patrimoine.....	15
15.2 Les clauses générales de confidentialité.....	15
15.3 Les contrôles.....	16
15.4 Phase de réversibilité.....	16
ARTICLE 16 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....	16
ARTICLE 17 - LOI APPLICABLE.....	17
ARTICLE 18 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	17
ARTICLE 19 - CONFORMITE AUX NORMES.....	18
ARTICLE 20 - ASSURANCES.....	18
ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

Article 1 OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

1.1. Intitulé et Objet des prestations

Intitulé de la consultation :

Fourniture et livraison d'une polisseuse pour la Direction des Régies de la Ville de Marseille

La présente consultation a pour objet : la fourniture , livraison, installation et formation d'une polisseuse pour la Direction des Régies de la Ville de Marseille

1.2. Procédure

La procédure de passation est la suivante : MAPA OUVERT SANS BOAMP - selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-1°, R2123-4 et 5 du Code de la commande publique.

1.3. Décomposition en Lots, Tranches et postes

1.3.1. Décomposition en lots

L'ensemble des prestations fait l'objet d'un marché unique.

1.3.2. Décomposition en tranches

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

1.3.3. Décomposition en postes

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

1.4. Modalités d'exécution des tranches optionnelles

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

1.5. Accord-cadre à bons de commande

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

1.6. Date d'effet du marché

La date de début de la période de validité et d'exécution du marché est la date de notification du marché au titulaire.

Cette durée est une durée ferme et ne pourra faire l'objet de reconductions.

1.7. Durée du marché - Période de validité

La durée du marché est de 5 mois à compter de la date de notification du marché au titulaire

1.8. Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

1.9. Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées

Sans objet

Article 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)

Article 3 DÉLAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXÉCUTION

3.1. Délais

Le délai de livraison est fixé comme suit : la livraison devra être réalisée dans un délai de 4 mois maximum à compter de la date de notification du marché.

3.2. Émission des bons de commande

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

Article 4 ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

Article 5 CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION

5.1. Transport et Emballages

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

5.2. Lieux d'exécution ou de livraison

Les fournitures seront livrées dans les locaux du titulaire du marché à savoir :

Direction des Régies

91 Boulevard Camille Flammarion

13004 Marseille

La livraison sera accompagnée d'un bulletin de livraison établi par le titulaire en double exemplaire mentionnant :

- Le numéro du marché
- L'identification du titulaire
- La date de livraison
- Le service destinataire
- Le numéro et la date du bon de commande

Cahier des clauses particulières_Fourniture et livraison d'une polisseuse pour la Direction des Régies de la Ville de Marseille

- La désignation des articles et quantités livrées.

Article 6 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS / ADMISSION

6.1. Vérifications

Les opérations de vérifications prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS :

Vérification quantitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications quantitatives entre la fourniture demandée et la fourniture effectivement livrée.

Vérification qualitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications qualitatives et indiquera, s'il y a lieu, au titulaire tout défaut constaté par rapport à la fourniture demandée.

6.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des **prestations** / **fournitures** sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des **fournitures** est réputée acquise.

Article 7 GARANTIE CONTRACTUELLE

7.1. Durée de garantie

Les **fournitures** font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 33 du CCAG/FCS.

Néanmoins, si le titulaire a proposé dans son offre une durée de garantie supérieure, cette durée est **contractualisée** à l'acte d'engagement

7.2. Point de départ de la garantie

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date d'admission du matériel

Article 8 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS

L'utilisation des résultats, et notamment les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière, sont définis à l'article 37 du CCAG FCS.

Il n'est pas prévu de disposition particulière.

Article 9 MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

9.1. Nature du prix

Prix global et forfaitaire :

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

9.2. Variations de prix

Les prix du marché sont réputés avoir été établis le mois de la date limite de remise des offres, dénommé mois zéro.

Les prix sont fermes.

9.3. Disparition d'indice

Les prix étant fermes, il n'y a pas lieu de prévoir la disparition d'indice.

Article 10 AVANCE

10.1. Régime de l'avance

Le marché ne prévoit pas d'avance.

10.2. Dispositions complémentaires

L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution

personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

Article 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables. Il n'est pas prévu de disposition complémentaire.

Article 12 PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE

12.1. Délais de paiements

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

12.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

12.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le présent marché est un marché de fournitures et de services

12.4. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresses du créancier

- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Les factures dématérialisées indiquent l'adresse suivante :

Ville de Marseille

Direction des régies

91 Boulevard Camille Flammarion

13 233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

12.5. Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1 à D2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.

Article 13 PÉNALITÉS

13.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G., le régime des pénalités applicables au marché est le suivant : lorsque le délai d'exécution est dépassé, le titulaire encourt **sans mise en demeure préalable**, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

R = le nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant, hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard (ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable).

En application de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, **de la tranche considérée ou du bon de commande (le cas échéant)**.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas **300 euros** pour l'ensemble du marché.

13.2. Obligations environnementales à la charge du titulaire et pénalités en cas de manquement

Au titre du développement durable, le titulaire propose dans son mémoire technique la démarche environnementale qu'il engagera pour la bonne exécution du marché. Le mémoire technique, pièce contractuelle du marché en application du présent CCP, constitue un engagement du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procédera à des contrôles afin de s'assurer de la mise en œuvre des engagements du titulaire, et se réserve la possibilité d'opérer par contrôle inopiné.

En cas de non-respect des obligations prévues en la matière, et conformément à l'article 16.2.3 du CCAG FCS, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à **50 euros**.

En outre, conformément à l'article 20.4 du CCAG FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, et en application de l'article 20.4 du CCAG FCS, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à **50 euros**.

13.3. Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

13.4. Autres pénalités

Il n'est pas prévu d'autres pénalités.

Article 14 RÉSILIATION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG/FCS (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG FCS).

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

Article 15 CLAUSES DE GESTION DES DONNÉES

15.1. Les contraintes réglementaires

15.1.1. Le RGS

Le décret **RGS**(*Référentiel Général de Sécurité*), pris en application de l'**ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

15.1.2. Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant l'**article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "**Trésors nationaux**" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

15.2. Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physique et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

Les données contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données

dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

La société prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

15.3 les contrôles

La Ville de Marseille se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La Ville de Marseille pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

15.4 Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en œuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

Article 16- LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 17- LOI APPLICABLE

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Article 18 Spécifications techniques

Les prestations à la charge du titulaire sont les suivantes :

- la fourniture,
- la livraison,
- l'installation, le raccordement
- une formation délivrée au personnel utilisateur.

Les caractéristiques essentielles du matériel proposé dans l'offre sont les suivantes :

- Polisseuse aux dimensions d'usinage **environ** 1400 x 120 mm à tête inclinable.
- Machine conçue pour l'usinage et le polissage de pièces en PMMA méthacrylate et polycarbonate
- Diamant synthétique pour PC et MMPA
- Vitesse de rotation moteur 5000RPM-6600 RPM
- 5 vérins presseurs minimum

Livraison et installation

La machine et ses accessoires seront livrés, déchargés et positionnés à leur place dans l'atelier en rez de chaussée par le titulaire. Le transport et le déchargement se feront sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire devra évacuer tout matériel, emballage, accessoire relatif au transport de la machine.

La machine et ses accessoires seront mis en service par le titulaire. A cet effet, il s'engage à visiter le lieu d'implantation de la machine et il fera part de l'ensemble des instructions nécessaires à la bonne fin de l'installation dans son dossier d'offre. Une visite sur site, préalable à la remise des offres, sera organisée dans les conditions prévues dans le règlement de consultation.

La machine et ses accessoires doivent être livrés, installés et mis en service dans un délai maximum de **3 mois** après la notification du marché au titulaire.

Mise en service

Sont à la charge du titulaire :

- la mise en service de la machine et ses accessoires,
- les réglages nécessaires pour leur fonctionnements,
- le raccordement de la machine dispositif d'aspiration de l'atelier de menuiserie.

Aide et formation des utilisateurs

Le titulaire assure une formation aux futurs utilisateurs dans les conditions suivantes :

La formation s'adresse aux personnels utilisateurs.

Elle comprendra outre une partie théorique et une partie pratique sur l'utilisation et l'entretien courant des matériels.

Lieu :

Atelier de menuiserie

Direction des Régies,

91 bd Camille Flammarion

13004 Marseille

Démonstration

A l'issue de l'ensemble de la mise en service de la machine et ses accessoires, y compris la formation, une démonstration de 2 heures de fonctionnement sera faite devant un public plus large, sur le site et le matériel de l'atelier de menuiserie du 91 bd Camille Flammarion 13004 Marseille.

Article 19- CONFORMITÉ AUX NORMES

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Article 20- ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 21- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG-FCS:

- l'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG
- l'article 5.1 déroge à l'article 20.2.2 du CCAG
- l'article 13.1 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG